

Arrêté n° 2489 CM du 18 décembre 2020 portant création, organisation et fonctionnement de la direction de la construction et de l'aménagement

(NOR : SAU2021913AC-1)

Paru in extenso au journal officiel n°102 NC du 22/12/2020 à la page 21121 dans la partie ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 01/01/2021

Le Président de la Polynésie française,
 Sur le rapport du ministre du logement, de l'aménagement, en charge des transports interinsulaires,
 Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
 Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
 Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
 Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française, ensemble les textes pris pour application ;
 Vu la circulaire n° 225 PR du 29 août 2002 pour l'application de la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française ;
 Vu la circulaire n° 285 CM du 16 octobre 2003 relative à l'harmonisation de l'organisation interne des services de l'administration de la Polynésie française ;
 Vu l'avis du comité technique paritaire du service de l'urbanisme en date du 20 novembre 2020 ;
 Vu l'avis du comité technique paritaire de la direction de la santé en date du 2 décembre 2020 ;
 Vu l'avis de la direction de la modernisation et des réformes de l'administration en date du 22 octobre 2020 ;
 Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 décembre 2020,

Arrête :

Article 1er. — Création

Il est créé un service administratif dénommé "direction de la construction et de l'aménagement".

Art. 2.— Missions

La direction de la construction et de l'aménagement est dotée d'une compétence générale en matière de construction, d'urbanisme et d'aménagement en Polynésie française.

Elle pilote et met œuvre les orientations déterminées par le gouvernement de la Polynésie française dans ses domaines de compétences. Elle exerce un rôle de proposition, de coordination, d'animation, d'évaluation et de contrôle des politiques publiques entrant dans son champ de compétences.

Elle a notamment pour missions :

- de suivre les outils et dispositifs d'aménagement du territoire ;
- d'élaborer les règlements d'urbanisme et de sécurité des constructions ;
- de mettre en œuvre les règlements d'urbanisme d'hygiène et de sécurité des constructions.

Art. 3.— Sièges

Le siège de la direction de la construction et de l'aménagement, de son administration centrale et de l'échelon déconcentré des îles du Vent est à Papeete (Tahiti).

Le siège de ses subdivisions déconcentrées est :

- pour l'archipel des îles Sous-le-Vent : Uturoa (Raïatea) ;
- pour l'archipel des îles Tuamotu et Gambier : Papeete (Tahiti) ;
- pour l'archipel des îles Marquises : Taiohae (Nuku Hiva) ;
- pour l'archipel des îles Australes : Mataura (Tubuai).

Art. 4. — Dispositions relatives au directeur

Dans le cadre des missions qui ont été assignées à la direction de la construction et de l'aménagement et des directives reçues de son ministre, le directeur prend les dispositions utiles pour que leur exécution soit assurée. Il rend compte à son ministre de l'activité de son service.

Il exerce l'autorité hiérarchique sur les personnels affectés au service.

Il exerce à leur égard le pouvoir disciplinaire et de notation, selon les dispositions de la réglementation

particulière en vigueur et compte tenu de la délégation de signature dont il dispose.

Art. 5. — De la direction

La direction est composée d'un chef de service dénommé directeur, d'un adjoint, d'un secrétariat et d'un bureau du courrier. Peuvent y être rattachés des chargé(s) de mission (et/ou d'études) et/ou des attachés de direction.

Art. 6.— De l'administration centrale

L'administration centrale de la direction de la construction et de l'aménagement comporte :

a) Le bureau des affaires administratives et financières chargé de la gestion administrative, comptable, financière et des ressources humaines du service ainsi que de l'archivage et de l'ensemble des aspects logistiques contribuant à la réalisation de ses missions ;

b) Le bureau des affaires juridiques chargé d'élaborer les réglementations relatives aux compétences du service, de préparer les dossiers contentieux et d'assurer le suivi des affaires juridiques du service ;

c) Le bureau des stratégies et du pilotage chargé de la conception et de l'évaluation des politiques publiques. Il est notamment chargé de :

- proposer les principes stratégiques généraux, décliner et évaluer les programmes de mise en œuvre de la politique en matière de construction, d'urbanisme et d'aménagement, de veiller à leur application et de proposer les adaptations nécessaires ;

- assister et conseiller les autorités dans ces matières ;

- s'assurer de la mise en œuvre du schéma d'aménagement général (SAGE) de la Polynésie française et son évaluation ;

- coordonner le système d'information du service et l'exploitation de ses données, et définir les besoins en services numériques et le développement des applicatifs adaptés.

A ce titre, il assure la coordination des acteurs relevant des domaines de compétence du service.

Art. 7. — De la déconcentration de la direction sur l'archipel des îles du Vent

Sur l'archipel des îles du Vent, l'échelon déconcentré de la direction de la construction et de l'aménagement est composé de :

a) La cellule des travaux immobiliers, chargée :

- d'informer, d'accueillir et d'accompagner les usagers pour leurs démarches d'autorisation de travaux immobiliers relatifs à l'habitat individuel et aux autres demandes ;

- d'assurer la recevabilité des demandes en matière d'urbanisme et d'hygiène ;

- d'instruire les demandes en matière d'urbanisme et d'hygiène des constructions, les notices ou études d'impact conformément à la réglementation en vigueur ;

- d'assurer le contrôle de conformité des autorisations délivrées ;

- de réaliser les constats d'infraction suites aux signalements et plaintes.

La cellule assure le suivi et la coordination technique des activités relatives aux autorisations de travaux immobiliers.

Elle fournit une expertise en matière d'urbanisme et d'hygiène des constructions auprès des autres unités du service et des usagers sur l'ensemble de la Polynésie française ;

b) La cellule "Prévention-Sécurité" chargée de faire appliquer les réglementations de sécurité-incendie en vigueur. A ce titre, elle contrôle périodiquement la conformité des établissements concernés.

Elle apporte son expertise en matière de sécurité de la construction et de sécurité des usagers, en interne du service, aux usagers internes et externes de l'administration de la Polynésie française, et aux autorités de police en matière de sécurité incendie ;

c) La cellule "études et conseils en aménagement" chargée de :

- conseiller et suivre les communes et leurs groupements dans la gestion de leurs plans d'aménagement - plan général d'aménagement (PGA), plan d'aménagement de détail (PAD) - plan de gestion de l'espace maritime (PGEM) et plan de prévention des risques naturels (PPRN) ;

- contribuer à la réalisation ou réaliser ces plans

- suivre l'exécution des documents d'aménagement et des règlements pris en la matière.

Elle apporte son expertise dans l'analyse des dossiers d'études et de notices d'impact sur l'environnement et dans les domaines de sa compétence à l'ensemble des unités du service.

Chacune de ces unités participe à la rédaction des réglementations dans leurs domaines d'expertise.

Art. 8. — Des subdivisions déconcentrées au sein des autres archipels

Il est respectivement créé, dans les archipels des îles Sous-le-Vent, des îles Tuamotu-Gambier, des îles Australes et des îles Marquises, une subdivision déconcentrée de la direction de la construction et de l'aménagement.

Ces subdivisions sont en représentation directe.

Art. 9. — Attributions de l'échelon déconcentré

Les subdivisions déconcentrées définies à l'article 8 du présent arrêté ont vocation à :

- informer, accueillir et accompagner les usagers pour leurs démarches d'autorisation de travaux immobiliers relatifs à l'habitat individuel et aux autres demandes ;
- assurer la recevabilité en matière d'urbanisme et d'hygiène des constructions, de ces demandes ;
- instruire ces demandes, les notices ou études d'impact conformément à la réglementation en vigueur ;
- contrôler la conformité des autorisations délivrées ;
- réaliser les constats d'infraction suite aux signalements et plaintes.

La mise en œuvre de ces actions peut en tant que de besoins solliciter l'intervention des subdivisions déconcentrées de la direction de la santé. Elles font l'objet d'une convention de représentation par archipel précisant les moyens dédiés correspondants et les modalités de rendu-compte.

Art. 10. — Désignation des responsables

Les responsables des unités du service et les membres de la direction de la construction et de l'aménagement sont désignés par note du chef de service.

Ces responsables rendent compte au chef de service des actions dont ils ont la charge. Ils exercent l'autorité hiérarchique vis-à-vis des personnels qui leur sont subordonnés, conformément à leur délégation de signature.

Art. 11. — Situation des effectifs

Les postes de la direction de la construction et de l'aménagement à la date du présent arrêté, sont ventilés entre l'administration centrale, l'échelon déconcentré des îles du Vent et les subdivisions déconcentrées, conformément à l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 12. — Note interne d'organisation et de fonctionnement du service

Une note du chef de service, transmise à l'autorité hiérarchique et régulièrement mise à jour, précise les dispositions d'organisation fixées par le présent arrêté ainsi que, le cas échéant, celles mises en œuvre pour assurer le fonctionnement régulier du service.

Art. 13

Les dispositions du présent arrêté abrogent et remplacent celles des arrêtés n° 347 CM du 6 avril 1988, n° 639 CM du 26 juin 1988, n° 640 CM du 29 juin 1988 et des délibérations n° 88-14 AT du 11 février 1988 et n° 91-101 AT du 29 août 1991.

Art. 14.

Dans les textes et réglementations en vigueur, au lieu de : "service de l'urbanisme", lire : "direction de la construction et de l'aménagement".

Art. 15.

Le présent arrêté entrera en vigueur le 1er janvier 2021.

Art. 16.

Le ministre du logement, de l'aménagement, en charge des transports interinsulaires, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 décembre 2020.

Par le Président de la Polynésie française :
Edouard FRITCH.

Le ministre du logement,
de l'aménagement,
Jean-Christophe BOUISSOU.

Annexe - Ventilation des postes ouverts à la date de l'arrêté d'organisation du service

Arrêté n° **02489**/CM du **18 DEC. 2020**Annexe à l'arrêté d'organisation de la Direction de la construction et de l'aménagement :
ventilation des postes ouverts à la date de l'arrêté d'organisation du service.

| Libellé unité | Fil | Cat | Fonction | | Poste |
|---|-----|------|-------------------|--|--|
| DIRECTION | | | | | |
| Direction | FTE | A | Directeur | Directeur | 2088 |
| | FTE | A | Directeur adjoint | Directeur adjoint | 2030 |
| | FAF | B | | Secrétaire de direction | 2095 |
| Bureau du courrier | FAF | C | | Secrétaire | 2098 |
| | SF | AN 5 | | Vaguemestre polyvalent | 8075 |
| ADMINISTRATION CENTRALE | | | | | |
| Bureau des affaires administratives et financière | FAF | A | | Responsable administratif et financier | 9681 |
| | FAF | B | | Chargé des opérations budgétaires et comptable | 2136 |
| | FAF | B | | Chargé des opérations budgétaires et comptable | 7949 |
| | FAF | C | | Gestionnaire de stocks | 2103 |
| | FTE | D | | Agent polyvalent de logistique | 6482 |
| | FAF | B | | Chargé des ressources humaines | 9722 |
| | FAF | C | | Archiviste | 2125 |
| | FAF | D | | Agent archiviste | 7648 |
| | FAF | D | | Agent archiviste | 8780 |
| | SF | AN5 | | Agent d'accueil | 2124 |
| Bureau des Affaires Juridiques | FAF | A | | Juriste | 6947 |
| | FAF | A | | Juriste | 2085 |
| | FAF | A | | Juriste | 9847 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 6946 |
| | FAF | B | | Assistante juridique | 8071 |
| Bureau des Stratégies et du Pilotage | FTE | A | | Chef de projet aménagement | 2135 |
| | FTE | B | | Chargé de la communication | 2109 |
| | FTE | B | | Inspecteur d'urbanisme administrateur progiciel Fare Metua 2.0 | 9950 |
| | SF | AN 1 | | Chargé de la qualité, des évaluations et des procédures | 2032 |
| ECHELON DECONCENTRE ILES DU VENT | | | | | |
| Cellule des travaux immobiliers | FTE | A | | Chargé d'opérations d'aménagement et d'urbanisme | 9782 |
| | FTE | A | | Chargé d'opérations d'aménagement et d'urbanisme | 8069 |
| | FTE | A | | Chargé d'opérations d'aménagement et d'urbanisme | 2130 |
| | FTE | A | | Ingénieur sanitaire | Poste transféré DSP parmi : 2240 - 2419 -9443 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 2092 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 7948 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 2108 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 9644 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 2104 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 7950 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 9643 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 369 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 9848 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 6942 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 9951 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 8074 |
| | FTE | C | | Instructeur d'urbanisme | 6746 |
| | FAF | C | | Instructeur d'urbanisme | 7387 |
| | FTE | B | | Technicien sanitaire | Postes transférés DSP parmi : 2530, 2517, 2930, 2515, 9416, 2513, 9417, 2458, 2507, 2508 |
| | FTE | B | | Technicien sanitaire | |
| | FTE | B | | Technicien sanitaire | |
| | FTE | B | | Technicien sanitaire | |
| | FTE | B | | Technicien sanitaire | |
| | FTE | B | | Technicien sanitaire | |
| | FAF | C | | Responsable d'accueil | 1179 |
| | FAF | C | | Secrétaire | 9846 |
| | FAF | C | | Secrétaire | 6795 |
| | FAF | C | | Secrétaire | 1093 |
| | FAF | C | | Secrétaire | 6945 |
| | FTE | D | | Secrétaire | 9004 |

| | | | | | |
|---|---|-----|---------------------|--|--|
| | FAF | D | | Employé de bureau | 8497 |
| Cellule « Prévention et Sécurité » | FEA | A | | Préventionniste | 6941 |
| | FTE | B | | Préventionniste | 6943 |
| | FTE | B | | Préventionniste | 9849 |
| | FTE | B | | Préventionniste | 9850 |
| | FTE | C | | Secrétaire | 2107 |
| | FAF | C | | Secrétaire | 7246 |
| Cellule « Conseils en documents d'aménagement » | FTE | A | | Chef de projet urbanisme et aménagement | 2031 |
| | FTE | B | | Technicien urbanisme et aménagement | 2097 |
| | FTE | A | | Chargé de prévention des risques naturels | 2086 |
| | FTE | A | | Chargé de prévention des risques naturels | 8068 |
| | FTE | A | | Chargé de prévention des risques naturels | 9811 |
| ECHELON DECONCENTRE AUTRES ARCHIPELS | | | | | |
| Subdivision ISLV | FTE | A | Chef de subdivision | Chargé d'opérations d'aménagement et d'urbanisme | 2131 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 7245 |
| | FTE | B | | Instructeur d'urbanisme | 2102 |
| | FTE | B | | Technicien sanitaire | Poste transféré DSP parmi : 2347, 2525 |
| | AN3 | CC3 | | Instructeur d'urbanisme | 2106 |
| | FAF | C | | Secrétaire | 1393 |
| | FAF | C | | Secrétaire | 2119 |
| | FAF | C | | Secrétaire | 2122 |
| | | | | | |
| Subdivision Marquises | FTE | A | Chef de subdivision | Chargé d'opérations d'aménagement et d'urbanisme | 9697 |
| | FTE | C | | Instructeur d'urbanisme | 7075 |
| | FAF | B | | Secrétaire | 9517 |
| Subdivision Australes | FTE | B | Chef de subdivision | Instructeur d'urbanisme | 8072 |
| | FAF | C | | Secrétaire | 8495 |
| Subdivision Tuamotus-Gambier | Activité assurée par la Cellule Travaux Immobiliers | | | | |